

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Groupe Socialiste, Écologiste et Démocrate, Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Lyon, le 12 avril 2023

INFLATION, HAUSSE DE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE : MAIS QUE FAIT LA RÉGION ?

La société Kellogg Company a réalisé une étude entre le 12 janvier et le 1^{er} février 2023 mettant en lumière l'aggravation de la précarité alimentaire dans les familles du fait de l'augmentation du coût de la vie. Les conclusions sont accablantes : en France, un quart des interrogés a du mal à nourrir sa famille et 85% des enseignants constatent que des enfants viennent à l'école en ayant faim au moins une fois par semaine.

Cette situation n'épargne pas les Auvergnats et les Rhônalpins. A l'échelle de la région, 19% des répondants disent avoir du mal à nourrir leur famille et 14% ne prennent pas de petit déjeuner quotidiennement, dont 11% par manque de moyens. Par ailleurs, les enseignants de la région constatent qu'un quart des enfants (26%) arrivent tous les jours à l'école en ayant faim.

Par courrier, nous avons demandé au Président de Région la création et la mise en place d'un plan d'urgence pour apporter une aide aux familles et aux étudiants les plus vulnérables qui subissent une explosion de leur budget alimentation. Cette aide pourrait prendre la forme de bons alimentaires permettant aux bénéficiaires de subvenir à leurs besoins essentiels.

Ce n'est malheureusement pas la première fois que nous alertons Monsieur Wauquiez sur les conséquences de l'inflation, qui atteint aujourd'hui un niveau historique et plonge de nombreux citoyens en situation de grande pauvreté, ainsi que sur l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans la région, et que nous faisons des propositions pour alléger le budget des familles auvergnates et rhônalpines.

Depuis 2020, nous proposons en effet que la Région expérimente une tarification sociale dans les cantines scolaires. La tarification que nous souhaitons mettre en place pourrait prendre la forme de 5 à 10 tranches progressives en fonction du quotient familial. Sans aller jusqu'à la gratuité, la première tranche pourrait être fixée à 12% du prix de référence d'un repas à la charge des familles, et la dernière tranche fixée à 86%. A l'échelle d'une année, cette tarification sociale et progressive représentera une économie de plusieurs centaines d'euros par enfant pour les familles les plus modestes. En contexte d'inflation galopante, ce n'est pas négligeable !

Ainsi, nous renouvelons notre proposition. Nous espérons que, cette fois-ci, Laurent Wauquiez entende nos alertes. La deuxième région de France ne peut rester sans agir !



Najat Vallaud-Belkacem
Présidente du groupe
Socialiste, Ecologiste et Démocrate



Johann Cesa
Vice-président du groupe
Socialiste, Ecologiste et Démocrate



Anna Auboïs
Porte-parole du groupe
Socialiste, Ecologiste et Démocrate



Stéphane Gemmani
Porte-parole du groupe
Socialiste, Ecologiste et Démocrate

Contact presse

Emma Le Traou Covarel - Secrétaire générale
06 41 03 24 96 – emma.letrou-covarel@auvergnerhonealpes.fr